

DOCUMENT SOUMIS AUX DROITS D'AUTEUR : SOUS LICENCE CREATIVE COMMONS

CITEZ-NOUS DE LA FAÇON SUIVANTE :

Cass. 2^e civ., 16 janv. 2020, n° 18-23381, *bjda.fr* 2020, n° 67, note B. Néraudau et P. Guillot.

Mise hors de cause du fonds de garantie en cas de nullité du contrat d'assurance automobile pour fausse déclaration intentionnelle de risque

Cass. 2^e civ., 16 janv. 2020, n° 18-23381

Assurance automobile – C. ass., art. L. 113-8 – C. ass., art. R. 421-18 – Nullité du contrat – Opposabilité de la nullité – Fonds de garantie

La nullité du contrat d'assurance pour réticence ou fausse déclaration intentionnelle de risque est inopposable aux tiers victimes d'un accident de la circulation. En vertu des dispositions de l'article R. 421-18 du code des assurances, le fonds de garantie ne peut être appelé à prendre en charge tout ou partie de l'indemnité d'assurance.

En l'espèce, un train a heurté un véhicule laissé à l'abandon sur les voies ferrées par une femme en état d'ébriété. L'assureur de la conductrice a indemnisé la SNCF, puis s'est rendu compte que son assurée ne lui avait pas déclaré qu'elle avait fait l'objet, après la souscription du contrat, d'une condamnation pénale pour conduite en état d'ivresse. Par suite, l'assureur a soulevé la nullité du contrat sur le fondement des dispositions de l'article L. 113-8 du code des assurances et a assigné son assurée et le fonds de garantie en paiement des sommes versées à la SNCF. La Cour d'appel de Besançon a jugé que, s'agissant d'une action récursoire, le fonds de garantie devait être mis hors de cause. Ce motif, insuffisant, a été substitué devant la Cour de cassation par un autre de pur droit, conformément aux dispositions de l'article 1015 du code de procédure civile. La deuxième chambre civile de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi au terme d'un raisonnement en deux temps.

I) Inopposabilité de la nullité du contrat à la victime

L'arrêt rendu par la deuxième chambre civile le 16 janvier 2020 reprend à son compte le revirement de jurisprudence opéré par la même chambre en 2019¹. Auparavant, en bonne application de la loi, la Cour de cassation jugeait que la nullité du contrat pour fausse déclaration intentionnelle de risque était opposable aux victimes².

Dans un arrêt du 20 juillet 2017, la Cour de justice de l'Union européenne a cependant jugé que la réglementation européenne « *devait être interprétée en ce sens qu'elle s'opposait à une*

¹ Cass. 2^e civ., 29 août 2019, n° 18-14768.

² En effet, la nullité du contrat d'assurance ne fait pas partie des exceptions inopposables aux victimes énumérées par l'article R. 211-13 du code des assurances.

réglementation nationale qui aurait pour effet que soit opposable aux tiers victimes la nullité d'un contrat d'assurance de responsabilité civile automobile résultant de fausses déclarations initiales du preneur d'assurance en ce qui concerne l'identité du propriétaire et du conducteur habituel du véhicule concerné ou de la circonstance que la personne pour laquelle ou au nom de laquelle ce contrat d'assurance est conclu n'avait pas d'intérêt économique à la conclusion dudit contrat »³.

Bien qu'en principe limitée au cas particulier de la nullité pour fausses déclarations initiales du preneur d'assurance relatives à l'identité du propriétaire et du conducteur habituel, la solution de l'arrêt *Fidelidade* a été étendue par la deuxième chambre civile de la Cour de cassation à toutes les hypothèses de nullité pour fausses déclarations⁴.

Le législateur a quant à lui profité de la loi Pacte du 22 mai 2019 pour introduire dans le code des assurances un nouvel article L. 211-7-1 ainsi rédigé : « *La nullité d'un contrat d'assurance souscrit au titre de l'article [L. 211-1](#) n'est pas opposable aux victimes ou aux ayants droit des victimes des dommages nés d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un véhicule terrestre à moteur ainsi que ses remorques ou semi-remorques. Dans une telle hypothèse, l'assureur qui garantit la responsabilité civile du fait de ce véhicule, de cette remorque ou de cette semi-remorque, est tenu d'indemniser les victimes de l'accident ou leurs ayants droit. L'assureur est subrogé dans les droits que possède le créancier de l'indemnité contre la personne responsable de l'accident, à concurrence du montant des sommes qu'il a versées* »⁵.

Cette nouvelle disposition du code des assurances n'étant pas rétroactive, elle ne trouvait en l'espèce aucune application. La Cour de cassation a par conséquent repris la solution de l'arrêt du 29 août 2019, réaffirmant l'inopposabilité de la nullité du contrat à la victime et consolidant ainsi son revirement de jurisprudence⁶.

II) Inopposabilité de la nullité au FGAO

L'arrêt du 29 août 2019 rebattait les cartes sans toutefois répondre à la question de savoir si la nullité du contrat était également inopposable au fonds de garantie. Auparavant, la victime s'adressait au fonds de garantie pour être indemnisée, puis celui-ci se retournait contre le responsable du sinistre – pourvu qu'il fût solvable... Il s'agissait d'une application pure et simple des dispositions des articles R. 421-4 et R. 421-18 du code des assurances qui prévoient qu'en matière de dommages corporels et matériels, le fonds de garantie ne peut être appelé à payer l'indemnité allouée à la victime ou à ses ayants droit « *qu'en cas de nullité du contrat, de suspension du contrat ou de la garantie de non-assurance ou d'assurance partielle, opposables à la victime ou à ses ayants droit* ».

En jugeant désormais que la nullité du contrat est inopposable à la victime, la Cour de cassation fait un choix qui l'amène à mettre hors de cause le fonds de garantie. Les effets de

³ CJUE, 20 juillet 2017, *Fidelidade*, C 287-16.

⁴ Cass. 2^e civ., 29 août 2019, n° 18-14768.

⁵ On notera à ce propos que l'article R. 211-13 du code des assurances n'a pas été modifié pour autant.

⁶ Cass. 2^e civ., 29 août 2019, n° 18-14768.

cette décision sont particulièrement redoutables pour les assureurs. En cas de nullité du contrat pour fausse déclaration intentionnelle de risque, ceux-ci devront désormais subir pratiquement tout le poids de la dette de responsabilité de leur assuré. On peut schématiser la situation ainsi :

1. La nullité du contrat étant inopposable à la victime (par application de la jurisprudence de 2019 ou du nouvel article L. 211-7-1 du code des assurances), l'assureur devra l'indemniser de son sinistre dans les délais prévus par la loi du 5 juillet 1985 ou pour le compte de qui il appartiendra ;
2. L'assureur ne pourra pas exercer de recours contre le fonds de garantie, celui-ci devant être mis hors de cause par application des articles R. 421-4 (dommages corporels) ou R. 421-18 (dommages matériels) du code des assurances ;
3. Une action récursoire dirigée contre l'assuré responsable est théoriquement possible mais peut se heurter à l'insolvabilité de l'assuré (dans l'espèce ayant donné lieu à l'arrêt de la deuxième chambre civile de la Cour de cassation le 16 janvier 2020, le préjudice de la victime s'élève à près d'un million et demi d'euros...).

Certes, la nullité du contrat d'assurance pour fausse déclaration intentionnelle de risque n'est pas privée de ses tous ses effets à l'égard de l'assuré : le contrat n'existe plus et les primes échues sont acquises à l'assureur à titre de dommages et intérêts .

Surtout, il nous semble que l'assureur endosse le rôle initialement prévu pour le fonds de garantie. Aux termes de l'article L. 421-1 du code des assurances, le fonds de garantie est en effet chargé, « *lorsque le responsable des dommages demeure inconnu ou **n'est pas assuré** [...] d'indemniser les victimes des dommages résultant des atteintes à leur personne* » et qu'il peut « *également prendre en charge [...] les dommages aux biens nés d'un accident dans lequel est impliqué un véhicule défini à l'alinéa précédent, lorsque l'auteur identifié de ces dommages **n'est pas assuré*** ».

La distinction entre la nullité du contrat et le défaut d'assurance est subtile. Là où les réassureurs pouvaient penser que dans un cas comme dans l'autre il ne leur incombait pas de prendre en charge les sinistres, la loi et la jurisprudence en décident désormais autrement.

En cas de nullité du contrat d'assurance automobile, la mission d'intérêt général du fonds de garantie sera dorénavant remplie par les assureurs, nouveaux « acteurs de la solidarité nationale »⁷.

Bertrand Néraudau
Avocat au barreau de Paris

&

Pierre Guillot

⁷ B. Lafoui, « Accidents de la circulation : l'assureur, nouvel acteur de la solidarité nationale » : <https://www.village-justice.com/articles/assureur-automobile-confronte-inopposabilite-nullite-contrat-aux-victimes,33688.html>

L'arrêt :

Sur le moyen unique du pourvoi principal, qui est recevable comme étant de pur droit :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Besançon, 10 juillet 2018), que le 6 juillet 2011, Mme X... a souscrit un contrat d'assurance automobile auprès de la société Assurances du crédit mutuel IARD (l'assureur) ; que le 19 juillet 2014, circulant en état d'ébriété, elle a provoqué un accident en abandonnant sur une voie ferrée son véhicule qui a été percuté par un train, occasionnant à celui-ci des dommages matériels importants ; que le 20 avril 2015, l'assureur a notifié à son assurée la nullité du contrat pour défaut de déclaration d'un élément de nature à changer l'opinion du risque par l'assureur en cours de contrat, à savoir sa condamnation pénale pour conduite sous l'empire d'un état alcoolique intervenue le 22 mai 2013 ; qu'après avoir indemnisé la victime, l'assureur a assigné Mme X... en paiement d'une somme de 1 425 203,32 euros et a demandé que la décision soit déclarée opposable au Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO), lequel est intervenu volontairement à l'instance et a sollicité sa mise hors de cause ;

Attendu que l'assureur fait grief à l'arrêt de mettre hors de cause le FGAO, alors, selon le moyen :

1°/ que l'assureur, qui agit en nullité du contrat d'assurance souscrit par son assuré et en remboursement des indemnités qu'il a versées à la victime pour le compte de qui il appartiendra, peut demander que la décision soit rendue opposable au FGAO, intervenu volontairement à l'instance ; que l'assureur, qui agissait à titre principal en nullité du contrat d'assurance souscrit par Mme X... et en remboursement par celle-ci des indemnités versées à la victime de l'accident pour le compte de qui il appartiendra, avait demandé que la décision à intervenir soit déclarée opposable au FGAO intervenu volontairement à l'instance ; qu'en mettant néanmoins hors de cause le FGAO au motif qu'il n'avait pas vocation à intervenir dans le cadre de l'action récursoire exercée par l'assureur contre son assuré, la cour d'appel a violé les articles L. 211-20 et R. 421-18 du code des assurances, ensemble l'article 4 du code de procédure civile ;

2°/ que le principe selon lequel l'assureur peut, après avoir réglé à la victime des indemnités pour le compte de qui il appartiendra, agir en nullité du contrat d'assurance pour fausse déclaration de l'assuré sur ses antécédents judiciaires et demander que le jugement soit opposable au FGAO afin que celui-ci prenne en charge solidairement avec l'assuré la charge finale de cette indemnisation, n'est pas contraire aux dispositions de la directive n° 2009/103/CE du 16 septembre 2009 concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité ; que la cour d'appel, après avoir constaté que l'assureur avait indemnisé la victime pour le compte de qui il appartiendra avant d'agir en nullité du contrat pour fausse déclaration de son assuré, a néanmoins refusé de déclarer son arrêt opposable au FGAO ; qu'en statuant ainsi, la cour d'appel n'a pas tiré les conséquences de ses constatations et a violé les articles L. 211-20 et R. 421-18 du code des assurances, tels qu'interprétés à la lumière de la directive susvisée ;

Mais attendu que la Cour de justice de l'Union européenne a dit pour droit (arrêt du 20 juillet 2017, C 287-16) que l'article 3, paragraphe 1, de la directive 72/166/CEE du Conseil, du 24 avril 1972, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs, et au contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité, et l'article 2, paragraphe 1, de la deuxième directive 84/5/CEE du Conseil, du 30 décembre 1983, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation des véhicules automoteurs, doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une réglementation nationale qui aurait pour effet que soit opposable aux tiers victimes, dans des circonstances telles que celles de l'affaire au principal, la nullité d'un contrat d'assurance de responsabilité civile automobile résultant de fausses déclarations initiales du preneur d'assurance en ce qui concerne l'identité du propriétaire et du conducteur habituel du véhicule concerné ou de la circonstance que la personne pour laquelle ou au nom de laquelle ce contrat d'assurance est conclu n'avait pas d'intérêt économique à la conclusion dudit contrat ;

Qu'il s'en déduit que la nullité édictée par l'article L. 113-8 du code des assurances, tel qu'interprété à la lumière de la directive 2009/103/CE du Parlement européen et du Conseil, du 16 septembre 2009,

concernant l'assurance de la responsabilité civile résultant de la circulation de véhicules automoteurs et le contrôle de l'obligation d'assurer cette responsabilité, qui a abrogé et codifié les directives susvisées, n'est pas opposable aux victimes d'un accident de la circulation ou à leurs ayants droit ;

Qu'aux termes de l'article R. 421-18 du même code, lorsqu'un contrat d'assurance a été souscrit pour garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant de l'emploi du véhicule qui a causé des dommages matériels, le FGAO ne peut être appelé à indemniser la victime ou ses ayants droit qu'en cas de nullité du contrat, de suspension du contrat ou de la garantie, de non-assurance ou d'assurance partielle, opposables à la victime ou à ses ayants droit ; Qu'il en résulte que la nullité, pour fausse déclaration intentionnelle, du contrat d'assurance conclu par Mme X... étant inopposable à la victime, le FGAO ne pouvait être appelé à prendre en charge tout ou partie de l'indemnité versée par l'assureur et a, à bon droit, été mis hors de cause dans l'instance engagée par ce dernier à l'encontre de son assurée ;

Que par ce motif de pur droit, substitué , en tant que de besoin, à ceux critiqués, après avis donné aux parties en application de l'article 1015 du code de procédure civile, la décision se trouve légalement justifiée ; Et attendu que le rejet du pourvoi principal rend sans objet le pourvoi incident éventuel ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi principal ;

CONSTATE que le pourvoi incident éventuel est devenu sans objet ;